

Consultation publique de la CRE du 27 juillet 2016 sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT

Réponse d'EDF en sa qualité de maison-mère d'Enedis et en tant que fournisseur

16 septembre 2016

EDF souhaite un cadre de régulation robuste, stable, lisible sur le plan économique, qui permette à sa filiale Enedis de remplir ses missions de distribution d'électricité de manière satisfaisante. Le cadre général de régulation en vigueur actuellement (TURPE 4), est fixé pour une durée d'environ 4 ans, avec une couverture des charges d'exploitation, des dotations aux amortissements et une rémunération des capitaux propres régulés et une marge sur actifs gérés, complétées par une régularisation des écarts aux trajectoires prévisionnelles à l'aide d'un compte de régularisation des charges et produits (CRCP). EDF considère que cette méthode de calcul de charges de capital, avec une double assiette pour la rémunération, est peu lisible et ne garantit pas une rémunération suffisante des investissements dans la durée. EDF privilégie une méthode économique de type BAR x CMPC, permise par la loi à l'article L.341-2 du Code de l'énergie.

Concernant l'équation tarifaire générale, EDF considère par ailleurs que le niveau de tarif autorisé proposé par la CRE est de nature à dégrader les équilibres financiers d'Enedis, dans la mesure où la CRE envisage de retenir l'intégralité des prévisions d'investissements figurant dans la demande d'Enedis, tout en proposant des abattements sur le revenu autorisé. Pour qu'Enedis puisse mener à bien le projet industriel qu'elle a présenté, avec le niveau d'investissements associé, il est nécessaire que le revenu tarifaire autorisé total soit fixé en cohérence avec cette ambition d'un haut niveau de service public rendu aux clients et de répondre aux enjeux de la transition énergétique.

EDF souhaite donc que la proposition tarifaire soit améliorée dans toutes ses composantes et rubriques, de manière à ce que le revenu tarifaire autorisé soit plus élevé et mis en cohérence avec les attentes du régulateur en matière de qualité pour les utilisateurs du réseau : taux de rémunération, rémunération de la dette éventuelle incluant une marge en sus du taux sans risque, modifications des assiettes auxquelles les taux s'appliquent (BAR à mi-année, rémunération des actifs subventionnés ou amortis, incitations marginales à l'investissement). Il convient également de refléter de manière appropriée l'élévation progressive du niveau de risque auquel est exposé Enedis, en lien avec les évolutions sur les marchés de l'énergie : attentes des concédants, multiplication des productions décentralisées et encouragement de l'autoconsommation rendant plus incertains les flux sur le réseau de distribution, impact du véhicule électrique sur le réseau de distribution.

Dans sa réponse EDF porte également une attention à la régulation incitative qui touche aux relations avec les fournisseurs (questions 9 à 13) avec l'application de deux principes : (i) cette régulation incitative doit être réaliste avec des objectifs atteignables et (ii) à partir du moment où les fournisseurs subissent un préjudice financier dû à un défaut avéré du distributeur dans l'exercice de ses missions, ce dernier doit en porter les conséquences financières selon des règles opposables. Afin d'améliorer la transparence de la régulation, EDF souhaite que la CRE présente sa vision d'ensemble du dispositif, avec le degré de priorité des différents objectifs et la force des incitations mises en place pour les atteindre.

ooOoo